

Gardarem lou Larzac

La lutte du Larzac est un mouvement de **désobéissance civile non-violente** contre l'extension d'un **camp militaire** (qui existe depuis 1902) sur le **causse du Larzac** qui dura de **1971 à 1981**, et qui se solda par l'abandon du projet sur décision de **François Mitterrand**. L'opposition s'est d'abord organisée autour de 103 paysans locaux qui se sont soulevés contre l'expropriation de leurs terres à la suite du projet du ministre de la Défense, Michel Debré, sous la présidence Pompidou, d'agrandir le camp militaire du Larzac de 3 000 à 17 000 hectares, ce qui aurait concerné une douzaine de communes aux alentours de **La Cavalerie** et nécessitant l'expropriation partielle ou totale de leurs terres des familles d'agriculteurs.

En **1972**, le fondateur de la **Communauté non violente de l'Arche**, située dans l'Hérault, **Lanza del Vasto**, âgé de 75 ans, commence une **grève de la faim** de 15 jours à **La Cavalerie**. À ce **jeûne** sont associés des paysans, des habitants de Millau et les évêques de Montpellier et de Rodez. La revue *Gardarèm lo Larzac*, qui paraît régulièrement depuis 1975, en est un symbole. Le mouvement a aussi contribué à populariser des figures de proue comme **Lanza del Vasto**, inspiré par la spiritualité chrétienne, ou Guy Tarlier et **José Bové**.

À la **bergerie** de *La Blaquièrre*, Auguste Guiraud avait une bergerie de pierre en ruine sur sa propriété dont il devait être exproprié avec sa famille. Il décide d'en construire une nouvelle avec l'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (APAL) pour pérenniser son élevage et réaliser un coup médiatique. Ils posent la première pierre le **10 juin 1973** et construisent la bergerie conformément au **plan d'occupation des sols** en vigueur mais sans **permis de construire** officiel. **En prélevant 3 % sur leurs impôts pour les envoyer à l'Apal, des français aident financièrement et de nombreux bénévoles viennent prêter main-forte à la construction, terminée le 3 février 1974.**

En 1973, entre 60 000 et 100 000 personnes de différents courants convergèrent vers le Larzac pour soutenir les paysans et former un mouvement hétéroclite qui livrera une « guerre d'usure » aux pouvoirs publics. Les paysans concernés arguent que l'arrivée des « néo-ruraux » qui, depuis 1965, rénovent des fermes laissées quasiment à l'abandon et améliorent le rendement. En outre, la méthode de comptage ne concernent que les propriétés totalement expropriées, sans compter celles où on laisse un lieu de vie pour les habitants en expropriant leur terrain de travail, ce qui concernerait en tout entre cinquante et soixante exploitations.

La première manifestation a lieu en 1971 à Millau avec 6 000 manifestants. Malgré les divergences, 103 paysans, sur 108 concernés, signent un accord entre eux, le 28 mars 1972, selon lequel ils resteront solidaires dans leur lutte. C'est le « pacte des 103 ». L'évêque de Rodez prend position contre l'extension du camp.

Le 14 juillet 1972, 20 000 personnes et 70 tracteurs manifestent à Rodez.

Aux paysans vont bientôt s'ajouter des militants de tous bords et « les chevelus, marginaux et hippies de tout poil », et le Mouvement pour le Désarmement, la Paix, la Liberté qui prônait l'amour libre, et de nombreuses femmes seins nus, conduisit à un choc culturel important avec les paysans, chrétiens pratiquants d'alors. Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception arrive en 1974.

L'organisation interne de la résistance se réunissait au moins une fois par semaine pendant les dix ans.

À partir de cette année, de plus en plus de monde se mobilise pour se rendre sur le plateau pour la « fête des moissons ». Ces grands rassemblements non-violents prenaient des allures de festivals, même si l'accent était davantage à la protestation qu'à la fête.

Une marche est organisée en 1978 : 18 paysans ont marché 710 km en 25 étapes depuis le Larzac. Ils obtiennent de leur entretien avec le candidat à la présidentielle Mitterrand la promesse de « ne pas les oublier le Larzac ».

Le 27 novembre 1980, 74 membres de plusieurs familles du Larzac montés pour une action sous la tour Eiffel, campent sur le Champ-de-Mars.

Une campagne de jumelage a débuté en 1979 : 14 municipalités de l'Hexagone sont jumelées avec des fermes du plateau :

Montpellier / Saint-Sauveur (Nant), Grenoble / *Cavaliès* (La Roque-Sainte-Marguerite), Villeneuve-d'Ascq / *Montredon* (La Roque-Sainte-Marguerite)





Durant tout le conflit, de nombreux militants et sympathisants achètent de petites parcelles des terres visées par les expropriations. De 1973 à 1981, 3 500 militants se sont approprié 6180 parts. Il s'agissait de compliquer le processus d'expropriation.

En 1976, 22 militants et paysans s'infiltrèrent dans le camp militaire pour y détruire 500 dossiers relatifs à l'enquête parcellaire avant expropriation. Les militants sont arrêtés sur place et traduits le lendemain en justice au tribunal de Millau. La peine maximum n'aura été que de trois semaines.

En 1978 se tient la journée nationale d'action : défilés, meetings, grèves de la faim mobilisent des dizaines de milliers de sympathisants. Jean-Paul Sartre, deux ans avant sa mort, enverra une lettre pour exprimer son soutien.

François Mitterrand est élu président de la République française le 10 mai 1981 et déclare durant le Conseil des ministres que le projet d'extension du camp militaire du Larzac est abandonné. Les terres n'ont jamais cessé d'être exploitées durant la lutte que ce soit par les 103, ou par les agriculteurs squatteurs.

Une Commission intercantonale pour l'aménagement foncier du Larzac, créée en 1982 dans chacune des douze communes choisit des candidats à l'agriculture portant des projets nécessitant une grande main-d'œuvre, dans le but d'accroître la population et d'amplifier la vie sociale. Cela débouchera sur 22 exploitations nouvellement créées en plus du maintien des 103. Des échanges de terres entre paysans ont aussi lieu, créant des îlots cohérents autour des sièges d'exploitation existants avant la lutte.

En 1985, les 6 300 hectares de terres et bâtiments sont confiés par l'État français à la SCTL par bail de 60 ans. Depuis, la SCTL continue de gérer le territoire resté agricole. Le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, a signé, en 2013, le prolongement du bail jusqu'en 2083. Quant au camp militaire du Larzac, étendu sur 3 000 hectares, la fermeture n'est pas décidée.

La lutte du Larzac est une référence historique pour de nombreux zadistes, notamment ceux de la ZAD à Notre-Dame-des-Landes qui disent s'en inspirer largement et sont soutenus par une partie des paysans et personnalités larzaciennes.

Le logo du mouvement, représentant une cardabelle rouge(**centaurée à feuilles d'acanthé**).